

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2013

Objet n° 3 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mmes Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique - Exercices 2014 à 2018 - Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 12 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme ;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le règlement-taxe sur les supports de publicité commerciale pour un terme de 3 ans, expirant le 31 décembre 2013 ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 5 novembre et 3 décembre 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, au profit de la commune, pour les exercices 2014 à 2018, une taxe annuelle sur les supports de publicité commerciale visibles de la voie publique.

Article 2

Par supports de publicité, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert, visible d'une voie publique, destinée à recevoir la publicité par collage, agrafage, peinture ou tout autre moyen, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures louées ou employées dans le but de recevoir de la publicité, ainsi que les supports porteurs d'affiches lumineuses ou non ou par projection lumineuse.

En ce qui concerne les murs ou parties de mur sur lesquels les publicités sont apposées, la surface totale couverte doit être considérée comme un seul support, même si plusieurs publicités s'y trouvent.

Article 3

La taxe annuelle est calculée par demi mètre carré de surface utile. Par surface utile, il y a lieu de comprendre la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage à l'exclusion de l'encadrement.

Les taux par mètre carré sont fixés au 1^{er} janvier 2014 comme suit :

-Pour les supports non lumineux ou non éclairés : 100€ par mètre carré (Taux 1);

-Pour les supports lumineux ou éclairés : 155€ par mètre carré (Taux 2);

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018
<u>Taux 1</u>	103€	106€	109€	112€
<u>Taux 2</u>	159€	163€	167€	171€

Toute fraction de demi mètre carré est arrondie au demi mètre carré supérieur.

La surface imposable du support est calculée comme suit :

- si il présente une seule face : en fonction des dimensions du support d'affichage ;
- si il présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles ;
- si il permet le défilement de publicités successives, le taux de la taxe sur les supports lumineux, éclairés, ou non est multiplié par le nombre de faces de publicité successivement visibles.

La taxe est due pour l'année entière pour chaque exercice, à compter du 1er janvier, quelle que soit la date de l'installation du support.

Toutefois, pour les dispositifs essentiellement liés à un chantier, tels que ceux visés au Titre VI, Chapitre III, Section 1, articles 13 à 15 du Règlement Régional d'Urbanisme du 21/11/2006 (vinyes publicitaires ou assimilés, publicité sur bâche de chantier, publicités sur clôtures de chantier), le redevable peut solliciter le calcul de la taxe au prorata du nombre de mois d'installation effective du dispositif au cours de l'année. Tout mois calendrier entamé compte en entier.

Article 4

Est redevable principalement de la taxe, la personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser le support et subsidairement, si l'utilisateur n'est pas connu ou défaillant, le propriétaire du terrain ou du mur sur lequel se trouve le support.

Article 5

Si par suite d'une injonction de l'autorité ou par l'effet de quelque force majeure, le support est réduit ou supprimé, le redevable ne peut, de ce chef, prétendre à aucun remboursement de la taxe ou fraction de celle-ci pour la période de l'année restant à courir.

Article 6

Sont exemptés de la présente taxe :

1. les supports installés en un lieu donné qui font connaître l'activité, le commerce ou l'industrie qui s'y exploite;
2. les supports utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique;
3. les supports placés occasionnellement lors de fêtes locales;
4. les supports affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique ;

Article 7

Le recensement des éléments imposables est organisé par l'administration. A cet effet, elle fait parvenir au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de

1992.

Article 11

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 12

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 13

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2013

Voorwerp nr 3 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsleden; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; Mevr. Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mevr. Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg - Dienstjaren 2014 tot 2018 - Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 12 en 0 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 stemmend het belastingreglement op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg voor een termijn van 3 jaar, vervallend op 31 december 2013;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november en van 3 december 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt, ten voordele van de gemeente en voor de dienstjaren 2014 tot 2018, een jaarlijkse belasting geheven op commerciële publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg.

Artikel 2

Onder publiciteitsonderstellen wordt verstaan elke constructie in eender welk materiaal, geplaatst langs de openbare weg of op een plaats in open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, waarop reclame wordt aangebracht door aanplakking, vasthechting, schildering of door elk ander middel, met inbegrip van de muren of gedeelten van muren en de omheiningen die gehuurd of gebruikt worden om er reclame op aan te brengen, evenals de onderstellen waarop verlichte en niet-verlichte reclameborden of lichtbeelden vertoond worden.

Voor de muren of gedeelten ervan waarop reclame wordt aangebracht, moet de totale bedekte oppervlakte beschouwd worden als één bord of publiciteitsonderstel ook indien er verschillende reclames op voorkomen.

Artikel 3

De jaarlijkse belasting wordt berekend per halve vierkante meter bruikbare oppervlakte. Onder bruikbare oppervlakte dient men te verstaan de oppervlakte geschikt tot het gebruik bij de aanplakking met

uitzondering van de omlijsting.

De aanslagvoeten per vierkante meter worden op 1 januari 2014 als volgt vastgesteld:

-Voor de niet lichtgevende of niet verlichte onderstellen: 100€ per vierkante meter (Voet 1);

-Voor de lichtgevende of verlichte onderstellen: 155€ per vierkante meter (Voet 2);

Deze aanslagvoeten zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, met 2,5% volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018
Voet 1	103€	106€	109€	112€
Voet 2	159€	163€	167€	171€

Iedere fractie halve vierkante meter wordt tot een hogere halve vierkante meter afgerond.

De belastbare oppervlakte van het onderstel wordt berekend als volgt;

- als het slechts één vlak bevat: in functie van de afmetingen van het onderstel;
- als het verscheidene vlakken bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle zichtbare vlakken;
- als het de opeenvolging of het aflopen van een serie reclame toelaat, zal de aanslagvoet van de belasting op de lichtgevende of verlichte of niet-verlichte publiciteitsonderstellen worden vermeerderd met het aantal opeenvolgende zichtbare vlakken reclame.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, wat ook de datum van installatie van het onderstel is.

Echter, voor onderstellen welk essentieel zijn verbonden aan een werf, zoals deze bedoelt in Titel VI, Hoofdstuk III, Sectie 1, artikel 13 tot 15 van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening van 21/11/2006 (reclamedoeken of dergelijke, reclame op werfdekzeilen, reclame op werfafsluitingen), de belastingplichtige mag een berekening vragen naar evenredigheid van het aantal maanden van effectieve installatie van het onderstel gedurende het jaar. Iedere begonnen kalendermaand wordt als vol berekend.

Artikel 4

Is hoofdelijkbelastingplichtig, de natuurlijke of rechtspersoon die over het recht om gebruik te maken van het aanplakbord of onderstel beschikt, en subsidiair als de gebruiker onbekend of in gebreke is, is het de eigenaar van de grond of van de muur waarop zich het bord bevindt.

Artikel 5

Indien het aanplakbord of onderstel, ingevolge een bevel van de overheid of in geval van overmacht, verkleind of afgeschaft wordt, kan de belastingplichtige uit dien hoofde geen afspraak maken op enige andere terugbetaling van de belasting of op een gedeelte ervan voor de periode van het jaar die nog overblijft.

Artikel 6

Worden van deze belasting vrijgesteld:

1. de borden en onderstellen aangebracht op een bepaalde plaats waar zij de activiteit, de handel of de industrie aanduiden die er wordt uitgeoefend;
2. de borden of onderstellen voor eigen rekening gebruikt door een publiekrechtelijke persoon, door een vereniging zonder winstoogmerk of door een instelling van openbare nut;
3. de borden of onderstellen geplaatst ter gelegenheid van de lokale feesten;
4. de borden of onderstellen uitsluitend bestemd voor een werk of organisme zonder winstoogmerk met een liefdadig, artistiek, literair, wetenschappelijk doel of instelling van openbaar nut;

Artikel 7

De telling van de belastbare elementen worden georganiseerd door het gemeentebestuur, die een aangifteformulier laat worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vermeld. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 9

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 10

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 11

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 12

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2014 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter